

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article8398>

Revue de presse juridique territoriale et associative

- Actualité -



Publication date: dimanche 1er décembre 2019

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale - Tous

droits réservés

Associations | Biens et domaines | Budget et comptabilité publique | Construction et travaux publics | Contentieux et procédures | Contrats et marchés publics | Elections | Fonction publique | Laïcité | Organisation administrative et territoriale | Pouvoirs de police | Protection des données personnelles | Responsabilité pénale | Société publique locale | Urbanisme

Associations

Dirigeants associatifs : quand votre responsabilité financière est-elle engagée ? / **Cécile CHASSEFEIRE**

ASSOCIATIONS MODE D'EMPLOI, n°212, octobre 2019, pages 12 à 13.

L'association face au fake news / **Sophia HUYNH-QUAN-CHIEU**

ASSOCIATIONS MODE D'EMPLOI, n°212, octobre 2019, pages 28 à 29.

Quelles sanctions en cas de non respect des statuts par les membres ? / **Yannick DUBOIS**

ASSOCIATIONS MODE D'EMPLOI, n°212, octobre 2019, page 11.

Elections municipales : ce que les associations peuvent faire... ou pas / **Armelle BARROUX**

ASSOCIATIONS MODE D'EMPLOI, n°212, octobre 2019, page 10.

Dirigeants associatifs : quand votre responsabilité financière est elle engagée ? Quiz

ASSOCIATIONS MODE D'EMPLOI, n°212, octobre 2019, page 12.

Association de financement électorale : l'outil indispensable / **Pierre GENTILLET**

JURISASSOCIATIONS, n°605, pages 34 à 35.

Gouvernance : soyez créatifs ! / **Mélanie DUPUIS**

JURISASSOCIATIONS, n°606, pages 35 à 37.

Relations entre tête de réseau et membres : les aspects juridiques / **Béatrice GUILLAUME**

JURISASSOCIATIONS, n°605, pages 25 à 28.

Reclassement des salariés et notion de groupe / **Delphine CASTEL**

JURISASSOCIATIONS, n°605, page 33.

Salariat et bénévolat : à la croisée des chemins / **Amandine DE SOUSA LOUSA**

JURISASSOCIATIONS, n°605, pages 40 à 42.

Biens et domaines

Les principes fondamentaux de la domanialité publique et le conseil constitutionnel / **Norbert FOULQUIER**

AJDA, n°34, pages 1982 à 1985.

De l'interdiction par le maire de l'utilisation d'un équipement sportif dont la nue propriété est détenue par la commune et l'usufruit détenu par le club de sport / **Xavier HAILI**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES,
n°43-44, pages 41 à 46.

Cession entre personnes publiques : des contreparties significatives exigées, CAA Lyon, 9 juillet 2019, n°17LY00882 / Samuel DELIANCOURT

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES, n°42, pages 24 à 28.

Les modalités de détermination des indemnités d'occupation sans titre du domaine public, CE 1er juillet 2019, n°421403 / Philippe HANSEN

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES, n°42, pages 31 à 33.

Biens sans maître : oser l'acquisition par les communes de propriétés oubliées Morgan LAFFINEUR

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°40, 30 septembre 2019, pages 40 à 44

Budget et comptabilité publique

Chronique de jurisprudence de la cour des comptes et de la cour de discipline budgétaire et financière / Nicolas HAUPMANN

AJDA, n°33, pages 1929 à 1935.

Construction et travaux publics

Régimes des responsabilités des opérateurs de réseaux : une attraction progressive et inégale du juge judiciaire et du droit privé / Dominique LACAN

L'EXPERT, n°116, 4e trimestre 2019, pages 15 à 21.

Assurance construction : clauses relatives aux règles de l'art et déchéance de garantie, Cass. 3civ., 19 septembre 2019, n°18-19616 / Astrid JEAN JOSEPH

LA TRIBUNE DE L'ASSURANCE, 1 octobre 2019, pages 1 à 7.

Délais d'épreuve et d'action en droit (partie 3) / Daria BELOVETSKAYA

LA TRIBUNE DE L'ASSURANCE, 8 octobre 2019, pages 1 à 10.

Les troubles anormaux de voisinage / Marie GITTON

QUALITE CONSTRUCTION, n°176, septembre/octobre 2019, pages 21 à 24.

Non respect des règles parasismiques et garantie décennale / Astrid JEAN JOSEPH

LA TRIBUNE DE L'ASSURANCE, 8 octobre 2019, pages 1 à 4.

Qu'est ce qu'une faute assimilable à une fraude ou à un dol, permettant la responsabilité contractuelles des constructeurs, après la réception de l'ouvrage ?, CE, 28 juin 2019, n°416735 / Gilles PELLISSIER

BULLETIN JURIDIQUE DES CONTRATS PUBLICS, n°126, 2019, pages 332 à 339.

Contentieux et procédures

Chronique de contentieux administratif Olivier LE BOT

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°40, 30 septembre 2019, pages 19 à 26

Tout accord de médiation peut être homologué, sous réserves Bertrand NURET

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°40, 30 septembre 2019, pages 27 à 29

Observations des CRC et droit à rectification Stéphanie DAMAREY

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES -
LEXISNEXIS, n°40, 30 septembre 2019, pages 30 à 32

Refus d'homologation d'une transaction par le juge administratif **François BEROUJON**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES -
LEXISNEXIS, n°40, 30 septembre 2019, pages 33 à 37

Contentieux locatifs : action de groupe / **Béatrice VIAL PEDROLETTI**

LOYERS ET COPROPRIETE - LEXISNEXIS, n°9, septembre 2019, pages 14 à 15.

La jurisprudence Czabaj ne résout pas tout, CAA 20 juin 2019, n°18PA00990 / **Aurélie BERNARD**

AJDA, n°35, 21 octobre 2019, pages 2051 à 2053.

Première décision de la commission des sanctions de l'AFA beaucoup de bruit pour rien ? / **Stéphane CHOISEZ**

LA TRIBUNE DE L'ASSURANCE, 22 octobre 2019, pages 1 à 22.

Vers une plus grande accessibilité des décisions rendues par les juridictions administratives / **Frédéric ALHAMA**

RFDA, juillet août 2019, pages 695 à 710.

Contrats et marchés publics

L'acheteur public, un lanceur d'alerte presque comme les autres **Pierre VILLENEUVE**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES -
LEXISNEXIS, n°40, 30 septembre 2019, pages 37 à 39

Accords-cadres à marches subséquents : l'acheteur peut-il vraiment limiter le nombre d'opérateurs économiques
Eric LANZARONE

[ACHATPUBLIC.INFO, 14/10/2019](#)

Commande publique : l'affacturage inversé en 7 points-clés **M. Manuel DELAMARRE** et **Nicolas GUERERRO**

[ACHATPUBLIC.INFO, 09/10/2019](#)

Des seuils... mais quels seuils ? Une histoire de seuils dans les achats **Pierre VILLENEUVE**

[ACHATPUBLIC.INFO, 31/10/2019](#)

Les effets contrastés de la réception dans les marchés publics de travaux / **Antoine BOURREL**

COMPLEMENT COMMANDE PUBLIQUE, septembre 2019, pages 37 à 48.

Peut-on exclure le choix de l'acheteur public qui aurait tenté d'influencer le processus décisionnel lors de la passation d'un précédent marché ?, CE, 24 juin 2019, n°428866 / **Gilles PELLISSIER**

BULLETIN JURIDIQUE DES CONTRATS PUBLICS, n°126, 2019, pages 325 à 331.

Piqûre de rappel sur la faute dolosive du constructeur, CE, 28 juin 2019, n°416735 / **Philippe REES**

CONTRATS ET MARCHES PUBLICS - LEXISNEXIS, n°10, octobre 2019, page 25.

Prévention, déontologie et marchés publics / **Vanessa LEBON**

TECHNICITES, n°326, octobre 2019, pages 54 à 55.

Refus d'homologation d'une transaction par le juge administratif, TA Bordeaux, 15 juillet 2019, n°1902219 / **François BEROUJON**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°40, 7 octobre 2019, pages 33 à 37.

Trafic d'influence et interdiction de soumissionner à un marché public, CE, 24 juin 2019, n°428866 **Matthieu LORIOU**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°43-43, pages 32 à 34.

Exclusions "facultatives" : la présomption d'innocence à l'épreuve du juge du référé précontractuel, CE, 24 juin 2019, n°2019-011015 **Sylvain HUL**

AJCT, octobre 2019, pages 461 à 462.

Elections

Association de financement électorale : l'outil indispensable / **Pierre GENTILLET**

JURISASSOCIATIONS, n°605, pages 34 à 35.

Elections intercommunales et délais de convocation / **Laetitia BATAZZI**

LA LETTRE DU CADRE TERRITORIAL, octobre 2019, pages 56 à 57.

Fonction publique

Agents locaux : quelle protection fonctionnelle ? / **Bruno COHEN-BACRIE**

TECHNICITES, n°326, octobre 2019, pages 68 à 69.

L'agent fautif peut-il être indemnisé, CAA Douai, 29 mai 2019, n°17DA00296 / **Jean Philippe ARRUEBO MANNIER**

AJDA, n°35, 21 octobre 2019, pages 2058 à 2060.

Loi de transformation publique

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°41, 14 octobre 2019, pages 12 à 52.

Un agent public doit-il se soumettre à un ordre qui porte atteinte à son statut, au motif que la tâche confiée demeure utile au service public ?, CAA Nantes, 10 mai 2019, n°17NT01615 / **Eric GAUTHIER**

BULLETIN JURIDIQUE DES COLLECTIVITES LOCALES, n°6, 2019, pages 440 à 444.

Un pseudo auto-entrepreneur peut être requalifié en agent public contractuel, CE, 9 octobre 2019, n°422866 / **Marie Christine DE MONTECLER**

AJDA, n°35, 21 octobre 2019, page 2023.

De la charge de la preuve en matière de harcèlement sexuel devant le juge administratif, CAA Marseille, 15 janvier 2019, n°17MA00578

AJDA, n°35, 21 octobre 2019, pages 2061 à 2063.

Dialogue social, une réforme en deux temps / **Emmanuelle MARC**

AJFP, septembre octobre 2019, page 254.

La mobilité et les transitions professionnelles dans la loi du 6 août 2019 / **Jacques FIALAIRE**

AJFP, septembre octobre 2019, page 258.

La qualité de lanceur d'alerte peut être reconnue même en cas de divulgation publique directe / **Sylvain NIQUEGE**

AJFP, septembre octobre 2019, page 258.

Un agent public doit-il saisir la CADA pour obtenir communication de son bulletin de paie ?, TA Bordeaux, 25 février 2019, n°1701744

AJFP, septembre octobre 2019, page 288.

La révocation d'un agent refusant de serrer la main de ses collègues féminines est une sanction proportionnée, CAA Marseille, 19 février 2019, n°18MA04974

AJFP, septembre octobre 2019, page 300.

Laïcité

Les parents d'élèves peuvent-ils porter le voile à l'occasion de leur participation à des activités scolaires en classe ?, CAA Lyon, 23 juillet 2019, n°17LY04351 / **Samuel DELIANCOURT**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°43-44, octobre 2019, pages 47 à 50.

Organisation administrative et territoriale

La loi n°2019-809 du 1er août 2019 visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires / **Jean Claude ZARKA**

PETITES AFFICHES, n°201, 8 octobre 2019, pages 6 à 15.

Le point sur ... la sécurité juridique des actes administratifs unilatéraux des collectivités / **Olivier DIRICHE**

ACTUALITE JURIDIQUE COLLECTIVITES TERRITORIALES, octobre 2019, pages 446 à 449.

Précisions sur le régime de la vidéosurveillance de la voie publique, de la géolocalisation et de la captation d'images dans un lieu privé, Cass. crim., 18 juin 2019, n°18-86421 / **Nicolas JEANNE**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION GENERALE - LEXISNEXIS, n°39, 23 septembre 2019, pages 1663 à 1666.

Les expérimentations : comment innover dans la conduite des politiques publiques / **Louis DUTHEILLET DE LAMOTHE**

AJDA, n°35, pages 2038 à 2044.

Commune nouvelle, voici ton nom..., CAA Nantes, 21 juin 2019, n°17NT03686

AJDA, n°35, pages 2048 à 2050.

Compétences tourisme : quelle répartition entre Etat, région, département et bloc communal ? **François BENECH**

AJCT, octobre 2019, pages 422 à 426.

"Promotion touristique, dont la création d'offices de tourisme" : le rôle des EPCI-FP **François BENECH**

AJCT, octobre 2019, pages 426 à 428.

Les droits des conseillers d'opposition au sein des assemblées intercommunales **Carole CHEVILLET HIVER**

AJCT, octobre 2019, pages 450 à 452.

Les chartes d'amitié contraires aux orientations définies par l'Etat doivent être regardées comme inexistantes **Olivier GUILLAUMONT**

AJCT, octobre 2019, pages 464 à 465.

Intercommunalité : vers un retour en force des communes ? **Anne GARDERE**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES -
LEXISNEXIS, n°40, 30 septembre 2019, pages 5 à 7

Pouvoirs de police

Arrêtés anti pesticides : le pouvoir des maires n'est pas totalement glyphosaté / Eric LANDOT

LA LETTRE DU CADRE TERRITORIAL, octobre 2019, pages 54 à 55.

Condition d'application aux gens du voyage de sanctions ayant le caractère de punitions, CAA Nancy, 13 juin 2019, n°17NC03055 / Jean Marc FAVRET

AJDA, n°35, 21 octobre 2019, pages 2063 à 2067.

La destination des cendres

LA VIE COMMUNALE ET DEPARTEMENTALE, n°1091, octobre 2019, pages 260 à 262.

Le maire et la réglementation sanitaire / Stéphanie RENARD

ACTUALITE JURIDIQUE COLLECTIVITES TERRITORIALES, septembre 2019, pages 390 à 393.

Polices administratives et tourisme : de la sécurité du touriste à l'encadrement de son comportement / Farid BELACEL

ACTUALITE JURIDIQUE COLLECTIVITES TERRITORIALES, octobre 2019, pages 434 à 438.

Protection des données personnelles

Nouvelles lignes directrice de la CNIL sur des cookies et autres traceurs / Guillaume DESGENS PASANAU

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°40, 30 septembre 2019, pages 1702 à 1706.

RGPD : un guide CNIL pour les collectivités territoriales **Fabrice MATTATIA**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES -
LEXISNEXIS, n°40, 30 septembre 2019, pages 3 et 4

Responsabilité pénale

Le cumul des responsabilités pénale et financière du candidat à l'élection présidentielle, Cons. const., 17 mai 2019, n°2019-783 QPC / Pierre MOUZET

PETITES AFFICHES, n°188, 19 septembre 2019, pages 6 à 15.

Diffamation et droit de réponse, CE, 24 juillet 2019, n°430253 / Patrick MARTIN-GENIER

TECHNICITES, n°326, octobre 2019, page 70.

Facebook peut-il être un bulletin d'information municipale ? / Yves BROUSSOLLE

LA LETTRE DU CADRE TERRITORIAL, octobre 2019, page 60.

Société publique locale

Le législateur a, finalement sauvé les SPL / Pauline ARMAND

LA LETTRE DU CADRE TERRITORIAL, octobre 2019, pages 58 à 59.

Urbanisme

Application dans le temps des nouvelles conditions de recevabilité du référé suspension. Le Conseil d'Etat détaille les modalités d'application des mesures restrictives de la loi Elan aux instances en cours au 1er janvier 2019, CE, 25 septembre 2019, n°429680 / Sophie AUBERT

DICTIONNAIRE PERMANENT ASSURANCES, 2 octobre 2019, pages 1 à 4.

Comment appliquer les exceptions à la règle de la constructibilité limitée ?, CE, 29 mai 2019, n°419921 / **Charles TOUBOUL**

BULLETIN DE JURISPRUDENCE DU DROIT DE L'URBANISME, n°5, 2019, pages 313 à 317.

Délai de retrait d'une décision créatrice de droits : particularités du droit de l'urbanisme ?, CAA Lyon, 23 mai 2019, n°18LY01154 / **Céline CABANNE**

AJDA, n°35, 21 octobre 2019, pages 2045 à 2047.

Délibération portant approbation de la révision allégée d'un PLU et contrôle du juge administratif, CAA Nantes, 21 mai 2019, n°18NT00564 / **Patrick MOZOL**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°42, 21 octobre 2019, pages 37 à 40.

Entre ZAC et DUP, une nouvelle filiation contentieuse - Lorsqu'il contrôle l'utilité publique d'une opération, le juge doit tenir compte des vices de fond susceptibles d'entacher d'illégalité sa création / **Tadjine BAKARI-BAROINI**

LE MONITEUR, 18 octobre 2019, pages 76 à 77.

L'injonction de rétrocéder le bien à l'acquéreur évincé en cas d'annulation d'une décision de préemption, CAA Lyon, 18 juin 2019, n°18LY04015 / **Véronique VACCARO-PLANCHET**

AJDA, n°33, 7 octobre 2019, pages 1956 à 1959.

Parce qu'il s'assimile à un refus d'urbanisme, un courriel est jugé illégal et annulé en tant que tel, TA Montpellier, 10 avril 2019, n°1703339 / **Farid BELACEL**

ACTUALITE JURIDIQUE COLLECTIVITES TERRITORIALES, octobre 2019, pages 468 à 469.

Préjudices indemnisables et imputabilité en cas de délivrance d'un permis de construire illégal, CE, 24 juillet 2019, n°417915

RDI, n°10, octobre 2019, pages 52 à 529.

Un permis de construire peut-il être refusé pour une raison de sécurité ou de salubrité publique sans vérifier s'il n'est pas possible de l'accorder en l'assortissant de prescriptions spéciales ?, CE, 26 juin 2019, n°412429 / **Stéphane HOYNCK**

RDI, n°10, octobre 2019, pages 527 à 529.

Un permis de construire peut-il tenir lieu d'autorisation d'exploitation commerciale, alors même qu'il n'a pas été soumis à l'avis préalable de la commission départementale d'aménagement commercial ?, CE, 14 novembre 2019, n°413246

BULLETIN DE JURISPRUDENCE DU DROIT DE L'URBANISME, n°5, 2019, pages 329 à 334.

Une association plus vindicative qu'un voisin (suite en mode mineur), Cass. crim., 12 juin 2019, n°18-81874 / **Jacques Henri ROBERT**

DROIT PENAL - LEXISNEXIS, n°9, septembre 2019, page 34.

Une serre avec panneaux photovoltaïques est une serre comme les autres, CE, 12 juillet 2019, n°422542 / **XAVIER COUTON**

CONSTRUCTION URBANISME - LEXISNEXIS, n°9, septembre 2019, pages 19 à 20.

Chronique de jurisprudence du Conseil d'Etat - Décisions janvier à juin 2019 / **Roland VANDERMEEREN**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°43-44, 28 octobre 2019, pages 15 à 20.

